Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un Code du Travail ;

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté n° 1-ITM du 20 septembre 1956 fixant la composition des cabinets ministériels ;

Vu le décret n° 64-25 du 21 février 1964 ;

Le conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté n° 52-PM du 4 mars 1957 et celles de l'arrêté n° 65-MF du 7 mars 1959. sont et demeurent rapportées.

Art. 2. — Les fonctions de conseiller du gouvernement sont assorties d'une indemnité de fonction dont le montant mensuel est fixé à quinze mille francs (15.000 francs).

Art. 3. — L'indemnité est due au fonctionnaire assurant l'intérim du poste. Elle cesse dans ce cas d'être versée au titulaire.

Art. 4. — Le présent décret prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1965.

Art. 5. — Le Ministre des finances est chargé de l'application du présent décret qui sera enregistré et publié au *journal officiel*.

Lomé, le 22 janvier 1965

N. Grunitzky

Par le Président de la République :

Le ministre des finances, de l'économie et du plan,

A. Meatchi

DECRET N° 65-12 du 29 janvier 1965 octroyant un droit de superficie sur deux parcelles du domaine de l'Etat.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu le décret du 20 mai 1955 portant réorganisation foncière et domaniale au Togo ;

Sur les rapports du Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan et du Ministre des Affaires Etrangères ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Est autorisé, en vue de l'édification d'une ambassade, l'octroi d'un droit de superficie à l'Etat français sur les immeubles du domaine privé de l'Etat togolais ci-après désignés :

1 — terrain bâti immatriculé au registre foncier sous le numéro 611 ;

2 — terrain bâti immatriculé au registre foncier sous le numéro 431/TT dans sa partie contiguë au terrain n° 611 située à l'est de l'avenue du général de Gaulle

Art. 2. — Les modalités d'établissement de ce droit de superficie feront l'objet d'une convention entre les parties.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 29 janvier 1965

N. Grunitzky

DECRET N° 65-13 du 29 janvier 1965 portant prélèvement sur les émoluments des agents du secteur public.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu le décret 61-25 du 16 mars 1961 fixant le régime de rémunération des fonctionnaires, modifié par les décrets 61-63 du 21 juillet 1961 et 62-25 du 30 février 1962 ;

Vu le décret 61-26 du 16 mars 1961 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires accordées aux fonctionnaires ;

Vu les décrets et arrêtés portant création et réglementation des offices, organismes publics et para-administratifs ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Un prélèvement temporaire est effectué sur les émoluments versés sur les crédits du budget général, du budget annexe du CFT et du wharf, de ceux des offices, organismes publics et para-administratifs, ainsi que des budgets des collectivités locales.

Art. 2. — Sont exclues de ce prélèvement les allocations familiales, les indemnités de salaire unique et les indemnités représentatives de frais.

Art. 3. — Le prélèvement est fixé :
— à 10% des émoluments pour les représentants des pouvoirs publics ;

— à 20% pour ceux des fonctionnaires et agents rétribués sur les crédits des budgets énumérés à l'article premier.

— Toutefois, les indemnités attachées à des fonctions ayant un caractère politique sont soumises au prélèvement de 10%.

Art. 4. — Les représentants des pouvoirs publics dont les émoluments sont affectés par les dispositions du premier alinéa de l'article 3 sont :

Le Président de la République
Le Vice-Président de la République
Le Président de l'Assemblée nationale
Le Président de la Cour Suprême
Les Membres du Gouvernement
Le Grand Chancelier de l'Ordre du Mono
Les Membres de l'Assemblée nationale
Les Ambassadeurs de la République togolaise
Les Inspecteurs des Régions
Les Chefs de Circonscription
Les Maires des Communes
Les Présidents des Conseils de Circonscription

Le Commissaire Général aux Chefferies traditionnelles aux réfugiés.

Art. 5. — Les personnels de l'administration exerçant des fonctions ayant un caractère politique visés par les 2^e et 3^e alinéas de l'article 3 sont :

Les Secrétaires Généraux de la Présidence et des Ministères

Les Directeurs de Cabinets Ministériels

Les Chefs de Cabinet des Ministres

Les Attachés de Cabinet.

Art. 6. — Les personnels visés par le deuxième alinéa de l'article 3 ci-dessus et pour lesquels le montant de la solde de base et de l'indemnité de sujétion, dans le cas des fonctionnaires, du traitement de base et de la prime d'ancienneté pour les agents permanents, est inférieur à 10.000 francs par mois sont exemptés du prélèvement.

Pour ceux des personnels pour lesquels le montant total indiqué ci-dessus est compris entre 10.000 et 10.200 francs par mois, le prélèvement sera au plus égal à la différence outre ce montant total et le seuil de 10.000 francs.

Art. 7. — La prise en recette du montant du prélèvement sera effectuée :

pour le budget général au paragraphe IV, ligne 55 de la loi des Finances

pour le budget annexe et pour ceux des offices, organismes publics et para-administratifs à une ligne spéciale de recette.

Art. 8. — Le présent décret prendra effet :

pour les représentants des pouvoirs publics énumérés à l'article 4, à compter du 1^{er} janvier 1965

pour les fonctionnaires et agents relevant des budgets énumérés à l'article premier, à compter du 1^{er} mars 1965.

Art. 9. — Le Vice-Président de la République, Ministre des Finances et les Ministres de tutelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 29 janvier 1965.

N. Grunitzky

DECRET N° 65-14 du 1-2-65 portant nomination.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 et notamment son article 27, § 2 ;

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 63-56 du 14 mai 1963 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par le décret n° 63-120 du 19 septembre 1963 ;

Sur la proposition du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme,

DECRETE :

Article premier — M. Akakpo Léonard, ingénieur-adjoint de 1^{re} classe 2^e échelon est nommé, pour compter de la date du présent décret, directeur de l'Huilerie d'Alokoégbé en remplacement de M. Louis Amégee, atteint par la limite d'âge.

Art. 2. — M. Akakpo Léonard percevra une indemnité de fonction fixée à 15.000 francs par mois.

Art. 3. — Les traitements, accessoires et indemnités de l'intéressé seront supportés par l'Huilerie d'Alokoégbé.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé le 1^{er} février 1965.

N. Grunitzky

DECRET N° 65-15 du 2-2-65 portant approbation du budget, exercice 1965 de la Régie des Eaux de Lomé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 60-21 du 20 juin 1960 portant réorganisation comptable des Services Techniques, du Togo ;

Vu le décret n° 59-14 du 30 janvier 1959 portant organisation de la Régie des Eaux de Lomé ;

Vu le décret n° 60-61 du 29 juin 1960 portant réorganisation de la comptabilité des Services Techniques du Togo ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Sont rattachés au budget général pour l'exercice 1965 les comptes de la Régie des Eaux de Lomé.

Art. 2. — Les prévisions moyennes des recettes de la Régie des Eaux de Lomé pour l'exercice 1965 s'élèvent à la somme de trente cinq millions huit cent trente huit mille francs CFA.

Art. 3. — Les prévisions moyennes des dépenses de la Régie des Eaux de Lomé pour l'exercice 1965 s'élèvent à la somme de trente cinq millions huit cent trente huit mille francs CFA.

Art. 4. — Le Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan et le Ministre des Travaux Publics, Mines, Transports, des Postes et Télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 2 février 1965.

N. Grunitzky

RECETTES

NATURE DES RECETTES	Exercice 1964	Exercice 1965
VENTE D'EAU :		
— Abonnés privés	11.100.185	12.000.000
— Forfait budget Général	3.700.000	3.700.000
— Forfait Municipal	2.000.000	2.000.000
— Forfait circonscription	500.000	500.000
— Forfait Hôpital	1.000.000	1.500.000
ENTRETIEN :		
— Branchement et compteur	1.200.000	1.440.000
TRAVAUX REMBOURSABLES :		
— Branchement des abonnés	10.551.289	12.000.000
— Travaux d'extension	3.697.450	2.500.000
— Installations sanitaires	PM	PM
AVANCE SUR CONSOMMATION :	187.110	198.000
RECETTES EXCEPTIONNELLES :		
— Taxes de coupures d'eau et divers	PM	PM
	33.936.034	35.838.000